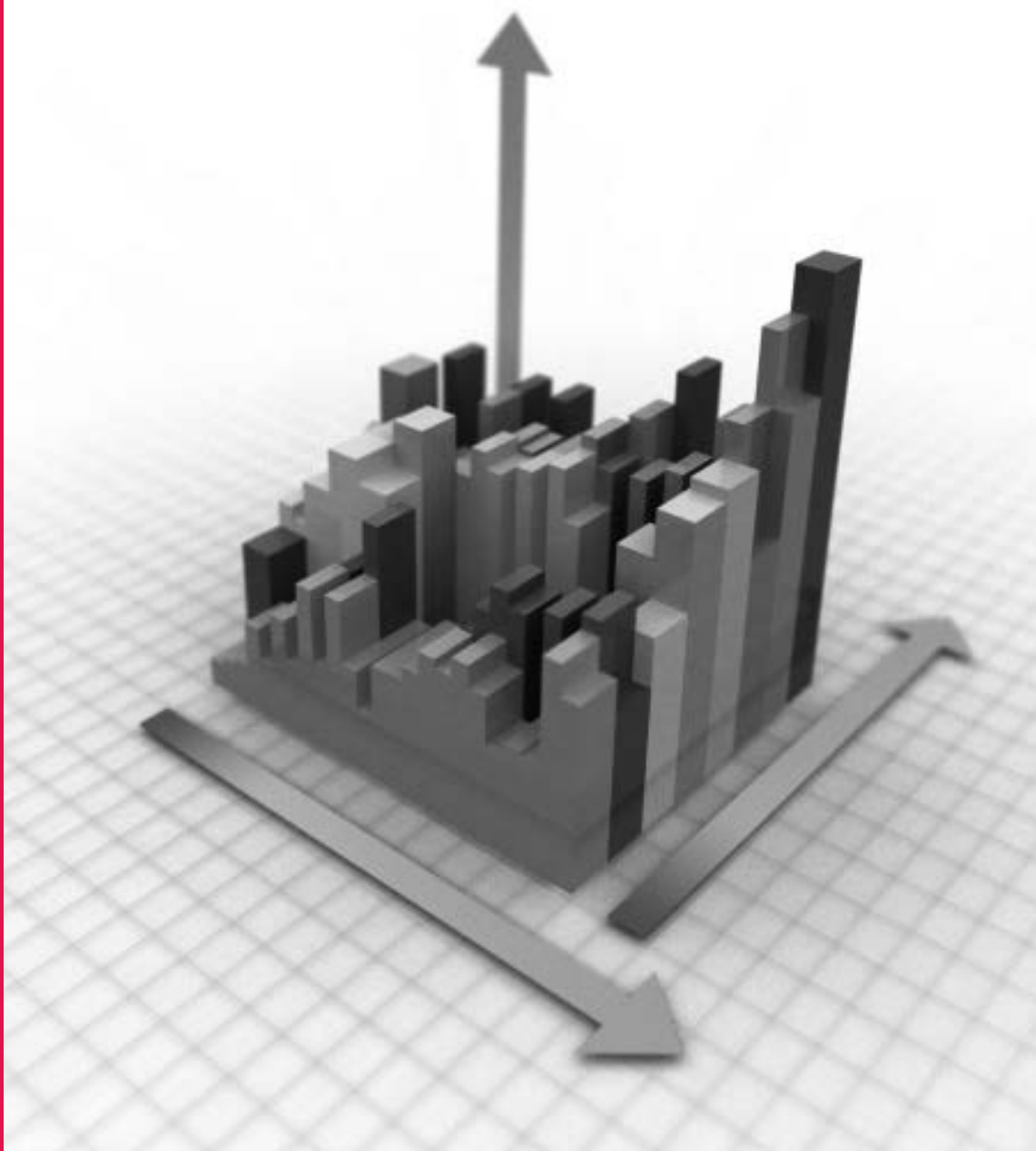




BILAN 2013

défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

▶ La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer leur croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance interentreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 16 JANVIER 2014

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE :
VP COMMUNICATION
Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris
Tél : 06 81 29 81 90
www.vp-communication.com

NANTERRE, LE JEUDI 16 JANVIER 2014

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : ANALYSE ANNUELLE D'ALTARES

Plus de 63 000 entreprises ont défailli en 2013 (+ 3 % / 2012)

Plus de 269 000 emplois directement menacés.

Sur le 4^{ème} trimestre, les défaillances d'entreprises se stabilisent à un niveau élevé (16 000)

« Si 2009 demeure le référentiel de crise pour beaucoup d'acteurs économiques B2B, 2013 pourrait bien devenir le marqueur pour nombre de décideurs B2C ! » commente Thierry Millon, Responsable des études chez Altares. « Asséchées par une succession de crises depuis cinq ans, de nombreuses entreprises avaient rendu les armes en fin d'année 2012, laissant augurer d'une année 2013 bien compliquée. Le fait est que 2013 a confirmé que les plaies de 2009 n'avaient pas cicatrisé. Le niveau des défaillances d'entreprises reste comparable à celui de 2009, et plusieurs régions et secteurs signent de nouveaux records de sinistralité. Pourtant, si l'industrie, et par extension le B2B, avait payé le plus lourd tribut à la crise de 2009, ce sont désormais les TPE et les acteurs B2C qui portent les stigmates des tensions économiques du moment. » ajoute t-il.

Le manque d'activité a scellé le sort de nombreuses sociétés fragilisées depuis la crise. Près d'un tiers des sociétés défaillantes en 2013, n'ont pas publié de bilan depuis au moins 2010, réaction défensive généralement adoptée pour masquer une situation délicate. La moitié présentait un compte d'exploitation déficitaire et manquait gravement de trésorerie. En panne de cash, les deux tiers des entreprises défaillantes ont tenté de jouer du crédit fournisseur et retarder leurs règlements fournisseurs de plus de 15 jours.

« Les sociétés plus importantes, développant plus de 15 M€ de chiffre d'affaires, ne sont pas totalement épargnées puisque près de 180 d'entre-elles, soit autant qu'en 2009, ont défailli cette année. Mais là, tout autant que la difficulté à garnir un carnet de commande, c'est la structure financière qui fait défaut. La moitié des sociétés présentait sur le dernier compte disponible une exploitation déficitaire. Les fonds propres sont par ailleurs épuisés et représentent en moyenne moins de 12 % du total bilan. Difficile dans ces conditions, non seulement d'envisager durablement de poursuivre l'activité mais pas davantage de réussir la sortie de procédure collective, c'est-à-dire rembourser le passif et rentabiliser l'exploitation. » Explique Thierry Millon.



Decide with Confidence

CONTACTS PRESSE

Altares	VP Communication
Thierry Millon - Responsable des études	Véronique Pouzeratte - Attachée de presse
Tél : 04 72 65 15 51	Tél : 06 81 29 81 90
thierry.millon@altares.fr	vpouzeratte@vp-communication.com

NANTERRE, LE JEUDI 16 JANVIER 2014

Le seuil des 60 000 cessations de paiement a été franchi en 2013

Le seuil des 60 000 cessations de paiement a été franchi cette année pour la première fois depuis 2009, qui en avait connu 62 300. **61 468 Redressements Judiciaires (RJ) ou Liquidations judiciaires (LJ) directes** ont été ouverts par les tribunaux ; un nombre en augmentation de 2,8 % par rapport à 2012.

A ces RJLJ, s'ajoutent **1 633 ouvertures de sauvegarde** (+ 9 %). Ce sont donc **63 101 défaillances** qui auront été prononcées cette année (+ 3 %), un nombre très proche de celui observé en 2009 (63 709).

La fin de l'année semble vouloir exprimer une meilleure tendance avec un arrêt de la hausse des RJLJ. Cependant, encore **16 000 défaillances ont été prononcées sur le dernier trimestre**, un volume comparable à celui des quatrièmes trimestres 2008 et 2009.

	2009	2010	2011	2012*	2013*	Evolution 2013/2012	T4 2012	T4 2013	Evolution 2013/2012
Sauvegardes	1396	1261	1419	1498	1633	9,0%	381	417	9,4%
Redressement judiciaire ou Liquidation Judiciaire directe	19 614	18 842	18 807	18 475	18 465	-0,1%	4 994	5 007	0,3%
Dont RJ	19 614	18 842	18 807	18 475	18 465	-0,1%	4 994	5 007	0,3%
Dont LJ	42 699	40 454	40 211	41 305	43 003	4,1%	11 073	11 061	- 0,1%
TOTAL FRANCE	63 709	60 557	60 437	61 278	63 101	3,0%	16 448	16 485	0,2%
Dont PME > 50 salariés	666	472	515	562	565	0,5%	144	141	- 2,1%
Ensemble Emplois menacés	257 200	242 500	247 200	268 400	269 300	0,3%	66 900	71 900	7,5%

*Situation au 6 janvier

68 % des jugements sont des liquidations directes en 2013

Les ouvertures de sauvegardes augmentent (9%) trois fois plus vite que celles des RJLJ (3%), mais ne représentent toujours qu'à peine 3% de l'ensemble des procédures prononcées. L'essentiel des jugements (68%) sont des liquidations judiciaires directes.

La plupart des entreprises se présentent en effet devant le tribunal tardivement et dans une situation financière irrémédiablement compromise. Ce constat est particulièrement vrai pour les structures les plus modestes. Près de 20% des **micro-entreprises** sans salarié se voient immédiatement liquidées par le tribunal ; c'est l'inverse pour les **sociétés de plus de 50 salariés**, plus de 80% sont autorisées à poursuivre leur activité pour tenter de mettre en place un plan de remboursement (redressement) ou de cession.

Cette possibilité de redressement offerte à ces PME-ETI est essentielle pour le maintien de l'économie et de l'emploi sur les territoires. En effet, si ces sociétés de plus de 50 salariés concernent seulement 1% de l'ensemble des défaillances, elles représentent en revanche **25% des emplois menacés** (66 000 sur 269 000 en 2013).



Decide with Confidence

CONTACTS PRESSE

Altaires	VP Communication
Thierry Millon - Responsable des études	Véronique Pouzeratte - Attachée de presse
Tél : 04 72 65 15 51	Tél : 06 81 29 81 90
thierry.millon@altaires.fr	vpouzeratte@vp-communication.com

NANTERRE, LE JEUDI 16 JANVIER 2014

La sinistralité des TPE au plus haut

- **Les micro entreprises sans salariés** : en dépit d'une conjoncture difficile, elles sont toujours moins nombreuses à déposer le bilan, avec un peu plus de 24 300 cette année (-0,6%) ; c'est 4 400 de moins qu'il y a cinq ans. Bien que ces structures souffrent elles-aussi du contexte économique, elles peuvent cependant être financièrement un peu plus souples, en particulier parce qu'elles n'ont pas la contrainte de devoir disposer de la trésorerie indispensable au paiement d'un salaire. Par ailleurs, le ralentissement des créations d'entreprises agit mécaniquement de façon favorable sur l'évolution des défaillances d'entreprises sans salarié. Sur 2013, les RJL d'entreprises âgées de moins de cinq ans (une défaillance sur deux) reculent de 2% ; sur le dernier trimestre, et la baisse s'accélère (-4%).
- **TPE employant des salariés** : 18 400 TPE de **1 ou 2 salariés** ont défailli (+6%), c'est 2 200 de plus qu'en 2009. Près de 9 500 TPE de **3 à 5 salariés** ont déposé le bilan en 2013 (+3%), volume comparable à 2009, et plus de 4 600 TPE de **6 à 9 salariés** (+10%). Ces dernières sont généralement plus anciennes, c'est pourquoi nous retrouvons des évolutions sévères sur la sinistralité des entreprises âgées d'au moins 5 ans (30 000 entreprises ; +8%).
- **PME de plus de 20 salariés** : celles-ci offrent davantage de résistance. Un peu plus de 1 800 ont été contraintes de déposer le bilan, c'est 1% de moins par rapport à 2012. En 2009, elles avaient été 2 000 soit 10% de plus. Les plus grandes d'entre-elles demeurent, néanmoins, sous pression. 177 sociétés développant plus de 15 M€ de chiffre d'affaires ont défailli en 2013, il s'agit là d'un niveau historique.

Des niveaux record pour plusieurs secteurs du B2C

L'atonie de la consommation des ménages pèse dans de nombreux secteurs, en particulier ceux orientés B2C. Dans plusieurs activités, le nombre des défaillances d'entreprises 2013 dépasse celui constaté en 2009.

C'est le cas pour le **commerce de détail**. 8 523 commerçants ont déposé le bilan en 2013. Cela représente une augmentation de +4,5% par rapport à 2012. En 2009, ce secteur avait atteint 8 200 défaillances, volume jamais dépassé depuis. 694 magasins multi-rayons (+9%) ont déposé le bilan en 2013, c'est 25% de plus qu'en 2009 ; 200 ont défailli sur le seul dernier trimestre (+18%). Parmi ces magasins, le commerce d'alimentation générale concentre l'essentiel (509).

Les activités de bricolage et équipements du foyer accusent une augmentation de 10% sur l'année (1 632) et encore +6% sur les trois derniers mois. **Le commerce d'habillement** n'est pas épargné avec 1 397 dépôts de bilan (+5% en 2013 après +5% en 2012) en dépit d'un bon dernier trimestre (-6%).

Le commerce d'optique et soins à la personne se redresse en fin d'année (-13%), mais avec 366 défaillances en 2013 (+2,2%), enregistre un nombre de RJL supérieur de 17% à celui constaté en 2009.

Les services aux particuliers sont eux-aussi touchés fortement par la panne de consommation des ménages. Ce secteur compte 2 634 RJL (+8,4% en 2013) dont 1 737 sur la seule activité des coiffeurs, soins de beauté et corporels (+13,1%).

La restauration franchissait le cap des 5 000 dépôts de bilan en 2009. 2013 établit un nouveau record à 5 700 RJL (+6,6%). La restauration traditionnelle concentre les deux tiers des procédures et s'inscrit sur des tendances plus sévères (+9%) qu'en restauration rapide (+1%). La situation se tend encore en fin d'année pour la restauration traditionnelle (+8%) tandis que la restauration rapide se détend (-6%).



Decide with Confidence

CONTACTS PRESSE

Altaires	VP Communication
Thierry Millon - Responsable des études	Véronique Pouzeratte - Attachée de presse
Tél : 04 72 65 15 51	Tél : 06 81 29 81 90
thierry.millon@altaires.fr	vpouzeratte@vp-communication.com

NANTERRE, LE JEUDI 16 JANVIER 2014

La construction tente de résister en 2013 (+ 2%, 17 649 RJL) notamment en fin d'année (- 3%). Le **bâtiment** porte 15 213 défaillances (+ 2%) et **l'immobilier** 2 436 (- 1%). Les travaux publics (- 10%) sont bien orientés tandis que le bâtiment hors travaux publics (+ 2%) souffre dans plusieurs activités du second œuvre comme la plâtrerie (+ 8% en 2013, + 12% en T4 2013), la menuiserie bois et pvc (+ 10% en 2013, + 21% en T4 2013) ou encore les travaux de couverture par éléments (+ 14% en 2013, + 36% en T4 2013). Dans l'immobilier, les dépôts de bilan d'agences immobilières se stabilisent en fin d'année après avoir augmenté de 6% sur l'année.

Les secteurs du B2B tentent de résister

Depuis trois ans, dans **l'industrie**, les défaillances d'entreprises s'équilibrent aux environs de 4 400 par an (- 0,7% en 2013). L'agroalimentaire est cependant moins bien orienté désormais avec 1 486 RJL prononcés (+ 3,6% en 2013). L'industrie manufacturière s'inscrit sur de bonnes tendances (- 0,6% - 2 986) et mieux encore sur le dernier trimestre (- 8,5%). L'imprimerie est toutefois sous tension (+ 7% en 2013, + 8% en T4 2013).

Les services aux entreprises enregistrent environ 7 400 défaillances par an depuis cinq ans. En 2013, cela se traduit pas une augmentation de seulement 1,4% (+ 1% en T4). L'activité de nettoyage de bâtiment continue cependant à enregistrer des évolutions sévères : + 11% en 2012, + 10% en 2013.

Dans le secteur de **l'intérim**, la hausse des RJL est contenue sur l'année (+ 2%) mais dérape fortement en fin d'année (+ 18%).

Le dernier trimestre a été compliqué dans **la branche information & communication** (+ 13%), en particulier dans les services informatiques et l'édition de logiciels (+ 16%).

Dans **le transport et la logistique**, les défaillances d'entreprises sont stables sur l'année (- 0,8%), mais s'accroissent sur le dernier trimestre (+ 8%). Si le transport routier de marchandises résiste plus difficilement en fin d'année (+ 4,1% en T4, - 1,8% sur l'année 2013), cela tient essentiellement au fret interurbain (+ 21%), tandis que le fret de proximité reste dans le vert sur le dernier trimestre (- 1%) et sur l'année (- 3%). Dans les autres activités de transport, les trois derniers mois de l'année ont été très compliqués (+ 20%) notamment dans les activités de Messagerie, fret express.

Parmi les autres activités, notons la hausse rapide des dépôts de bilan de **l'agriculture** sur l'année (+ 12%) et sur le dernier trimestre (+ 17%).

Sur plus du tiers du territoire le spectre de 2009 refait surface

L'Aquitaine (+ 5,6%), le Nord-Pas-de-Calais (+ 6,9%) et les Pays de la Loire (+ 11,5%) comptent chacune plus de **3 000 RJL** en 2013, soit un niveau supérieur au record de 2009. C'est également le cas des régions Centre (+ 3,8%) et Midi-Pyrénées (+ 6,8%) au-delà de **2 000 procédures ouvertes**. Sous les **2 000 jugements annuels**, l'Auvergne (+ 8,8%), la Champagne-Ardenne (+ 2,2%) et la Haute-Normandie (+ 13,3%) enregistrent également des volumes de dépôts de bilan supérieurs à ceux relevés en 2009.

En Rhône-Alpes, le nombre d'entreprises ayant obtenu un RJ ou une LJ augmente encore de 5,2% en 2013 (6 260) après avoir déjà crû de 6% en 2012. Toutefois, la région reste en-dessous des chiffres de l'épisode très sévère de 2009 (6 627).



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte - vpouzeratte@vp-communication.com • Chrystelle REGANHA - creganha@vp-communication.com

111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris

Tél : 06 81 29 81 90 • www.vp-communication.com

NANTERRE, LE JEUDI 16 JANVIER 2014

Le volume des RJLJ **s'équilibre**, en revanche, aux environs de 1 600 en Alsace (-0,3%), 11 500 en Île-de-France (+1,3%), 3 300 en Languedoc-Roussillon (+0,1%), 6 200 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (1,5%).

Les dépôts de bilan **sont en baisse** en Basse-Normandie (-5,0%), dans le Limousin (-3,2%) et en Lorraine (-3,8%) mais aussi en Bourgogne (-1,6%) et en Picardie (-12,8%), deux régions qui avaient connu une année 2012 difficile.

2014 encore sous tension avec plus de 15 000 défaillances pour les 3 prochains mois

« 2014 s'annonce une fois encore sous tension. Beaucoup d'entreprises sont en train de clôturer un bilan fragile et devront redoubler d'efforts pour convaincre leurs partenaires financiers et commerciaux. Le premier trimestre, comme le dernier, est traditionnellement lourd en termes de défaillances ; 15 à 16 000 entreprises pourraient devoir déposer le bilan ces trois prochains mois. Cela nous projetterait sur environ encore 60 000 défaillances sur l'ensemble de l'année, en légère baisse par rapport à 2013.

Les fournisseurs devront donc toujours être très vigilants sur la gestion de leur risque client (une défaillance sur quatre est due à des retards de paiement de leurs clients), mais devront aussi être prêts à saisir toutes les opportunités que suggère ce léger mieux sur les défaillances d'entreprises.

Les décideurs devront faire preuve d'une grande agilité pour prendre rapidement les bonnes décisions au bon moment et gagner le pari de la reprise, même poussive ! » conclut Thierry Millon.

A PROPOS D'ALTARES > www.altares.fr

Membre du réseau Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des directions opérationnelles (Achat/Finance/Commerce/Marketing) des grands comptes et ETI. La société propose à ses clients de tous secteurs d'activités un accès privilégié à ses bases de données légales et financières sur plus de 220 millions d'entreprises dans le monde. Elle leur permet ainsi de prendre les bonnes décisions au bon moment en bénéficiant d'informations et de solutions à forte valeur ajoutée.

Altaires produit trimestriellement des études de référence sur « les défaillances d'entreprises » et les « retards de paiement ». La société compte 300 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 55 millions d'euros.



Decide with Confidence

RELATIONS PRESSE : VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte - vpouzeratte@vp-communication.com • Chrystelle REGANHA - creganha@vp-communication.com

111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris

Tél : 06 81 29 81 90 • www.vp-communication.com

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

10

BILAN 2013

- 11 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Histogramme de l'évolution des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'effectif depuis 2004
- 12 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par nature de procédure et tranche d'effectif en 2012 et 2013
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'âge depuis 2004
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche de chiffre d'affaires depuis 2004
- 13 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par catégorie juridique depuis 2004
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par catégorie juridique en 2011 - 2012 - 2013
- 14 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité depuis 2004
- 15 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région depuis 2004
- 16 Évolutions des défaillances France depuis 20 ans
Carte de l'évolution des défaillances d'entreprises France par région en 2013
- 17 Défaillances d'entreprises France de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires en 2013
(données publiées et non consolidées, dernier bilan disponible)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2013

- 19 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'effectif aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
- 20 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
- 21 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013



PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

22

BILAN 2013

- 23 Statistiques des ouvertures de sauvegardes depuis 2006
 - Histogramme des ouvertures de sauvegardes (RJ / LJ) en France depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche d'effectif depuis 2006
- 24 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par activité depuis 2006
- 25 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche d'âge depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche de chiffre d'affaires depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par catégorie juridique depuis 2006
- 26 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par région depuis 2006
- 27 Carte des ouvertures de sauvegardes par région en 2013
- 28 Sauvegardes d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires en France en 2013 (données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2013

- 30 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranche d'effectif aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranche d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
- 31 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013
- 32 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2011 - 2012 - 2013

MÉTHODOLOGIE

33

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

BILAN 2013

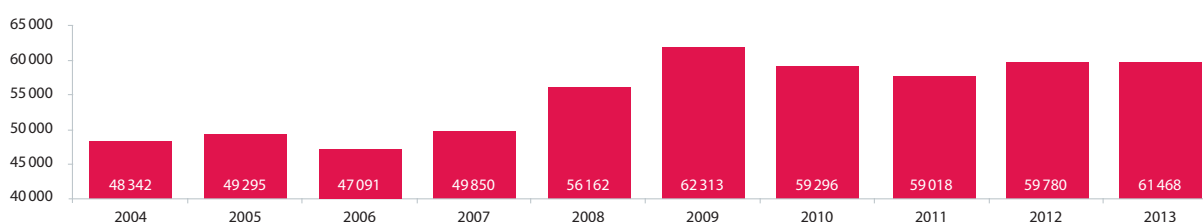
STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - BILAN 2013

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS

Les données 2012 et 2013 sont arrêtées au 6 janvier de l'année suivante

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nbre de défaillances	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468
Évolution N-1	3,0%	2,0%	-4,5%	5,9%	12,7%	11,0%	-4,8%	-0,8%	1,3%	2,8%

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS



STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2004

Effectifs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
0 salarié ou inconnu	22 409	23 554	23 004	25 384	28 790	26 944	26 071	26 116	24 494	24 342	-0,6%
1 ou 2 salariés	12 965	13 024	12 260	13 037	14 419	16 125	15 643	15 986	17 317	18 386	6,2%
3 à 5 salariés	6 005	6 010	5 649	5 658	6 340	9 467	8 858	8 441	9 186	9 472	3,1%
6 à 9 salariés	2 981	3 002	2 746	2 671	2 992	4 806	4 371	4 152	4 217	4 633	9,9%
10 à 19 salariés	2 341	2 267	2 060	2 026	2 258	2 946	2 651	2 635	2 739	2 820	3,0%
20 à 49 salariés	1 205	1 072	983	784	968	1 475	1 326	1 271	1 345	1 334	-0,8%
50 à 99 salariés	280	239	231	170	204	331	233	253	296	296	0,0%
100 salariés et plus	156	127	158	120	191	219	143	164	186	185	-0,5%
TOTAL FRANCE	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468	2,8%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR NATURE DE PROCÉDURE ET TRANCHE D'EFFECTIFS EN 2012 ET 2013

Effectifs	2012					2013					Évolution 2013 vs 2012		
	LJ		RJ		TOTAL	LJ		RJ		TOTAL	LJ	RJ	TOTAL
0 salarié ou inconnu	18 983	77,5%	5 511	22,5%	24 494	19 114	78,5%	5 228	21,5%	24 342	0,7%	-5,1%	-0,6%
1 ou 2 salariés	12 353	71,3%	4 964	28,7%	17 317	13 282	72,2%	5 104	27,8%	18 386	7,5%	2,8%	6,2%
3 à 5 salariés	5 706	62,1%	3 480	37,9%	9 186	5 986	63,2%	3 486	36,8%	9 472	4,9%	0,2%	3,1%
6 à 9 salariés	2 305	54,7%	1 912	45,3%	4 217	2 602	56,2%	2 031	43,8%	4 633	12,9%	6,2%	9,9%
10 à 19 salariés	1 367	49,9%	1 372	50,1%	2 739	1 410	50,0%	1 410	50,0%	2 820	3,1%	2,8%	3,0%
20 à 49 salariés	468	34,8%	877	65,2%	1 345	499	37,4%	835	62,6%	1 334	6,6%	-4,8%	-0,8%
50 à 99 salariés	85	28,7%	211	71,3%	296	64	21,6%	232	78,4%	296	-24,7%	10,0%	0,0%
100 salariés et plus	38	20,4%	148	79,6%	186	46	24,9%	139	75,1%	185	21,1%	-6,1%	-0,5%
TOTAL FRANCE	41 305	69,1%	18 475	30,9%	59 780	43 003	70,0%	18 465	30,0%	61 468	4,1%	-0,1%	2,8%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE DEPUIS 2004

Âges	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
moins de 3 ans	10 399	11 612	12 281	12 329	14 318	17 684	14 965	13 239	13 229	12 856	-2,8%
3 à 5 ans	13 953	14 066	13 222	15 175	17 458	18 910	18 853	18 843	18 551	18 357	-1,0%
6 à 10 ans	10 538	10 408	9 512	9 562	10 716	11 316	11 347	12 496	13 232	14 399	8,8%
11 à 15 ans	5 614	5 366	4 998	4 989	5 427	5 642	5 387	5 343	5 410	5 886	8,8%
16 ans et plus	7 838	7 843	7 078	7 795	8 243	8 761	8 744	9 097	9 358	9 970	6,5%
TOTAL FRANCE	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468	2,8%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2004

Tranches de CA	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
0 ou inconnu	31 642	33 332	31 054	34 282	37 527	37 473	35 493	34 982	34 705	34 109	-1,7%
< 1,5 M€	14 598	13 993	14 186	13 965	16 570	22 029	21 295	21 612	22 540	24 563	9,0%
1,5 à 3 M€	1 101	1 066	982	849	1 111	1 456	1 401	1 308	1 320	1 506	14,1%
3 à 7,5 M€	669	638	566	494	609	911	785	751	824	882	7,0%
7,5 à 15 M€	206	180	174	148	194	268	197	207	246	231	-6,1%
> 15 M€	126	86	129	112	151	176	125	158	145	177	22,1%
TOTAL FRANCE	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468	2,8%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2004

Catégories juridiques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
Entreprises Individuelles	15 238	14 934	14 482	15 448	16 397	15 723	14 336	14 216	13 453	13 053	-3,0%
Sociétés à Responsabilité limitée	27 925	29 510	28 419	30 591	35 540	41 385	39 594	39 352	40 319	41 384	2,6%
Sociétés anonymes ou SAS	2 876	2 655	2 326	2 032	2 281	2 937	2 655	3 147	3 711	4 632	24,8%
Autres	2 303	2 196	1 864	1 779	1 944	2 268	2 089	2 303	2 297	2 399	4,4%
TOTAL FRANCE	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	58 674	59 018	59 780	61 468	2,8%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR CATÉGORIE JURIDIQUE EN 2011, 2012 ET 2013

Formes juridiques	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
Entreprises Individuelles	14 216	13 453	13 053	-3,0%
dont Professions libérales	1 279	1 077	1 130	4,9%
Exploitants agricoles	499	446	505	13,2%
Artisans et/ou commerçants	11 554	10 937	10 859	-0,7%
Sociétés à Responsabilité limitée	39 352	40 319	41 384	2,6%
Sociétés anonymes ou SAS	3 147	3 711	4 632	24,8%
dont Sociétés par Actions Simplifiées (SAS)	2 524	3 122	4 067	30,3%
Autres	2 303	2 297	2 399	4,4%
dont Sociétés en nom collectif	144	137	161	17,5%
Sociétés civiles immobilières	615	728	685	-5,9%
Associations déclarées	891	799	816	2,1%
Exploitations agricoles à responsabilité limitée	177	163	194	19,0%
TOTAL FRANCE	59 018	59 780	61 468	2,8%

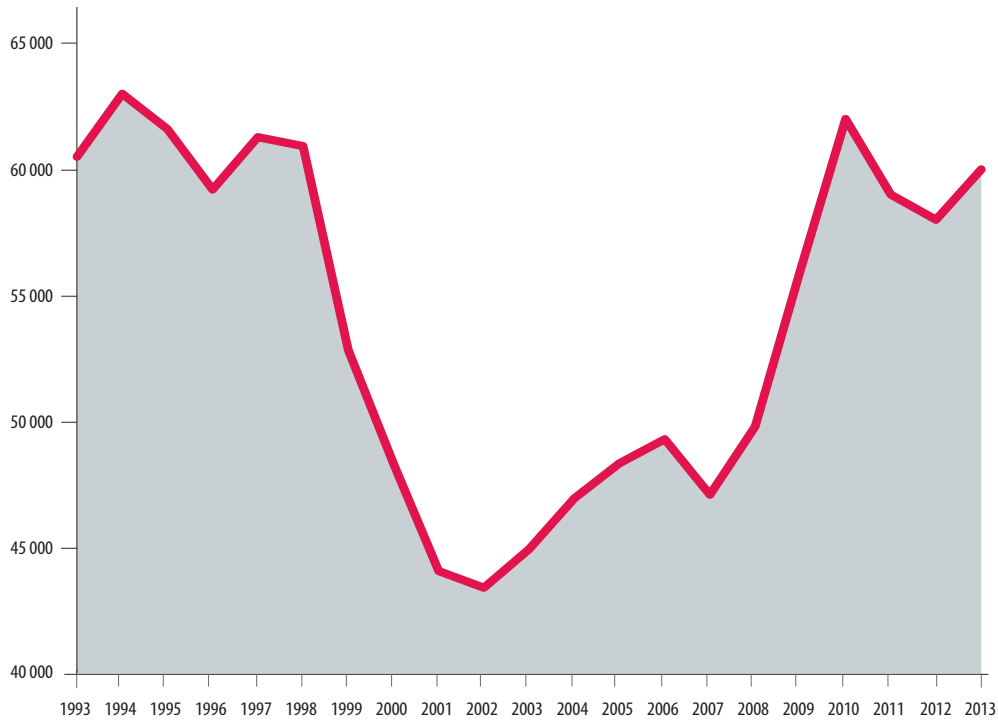
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2004

Activités	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
AGRICULTURE	1 409	1 309	1 254	1 163	1 203	1 218	1 183	1 191	1 125	1 261	12,1 %
Chasse, pêche, forêt	368	331	326	301	269	262	223	225	237	272	14,8 %
Culture	747	716	707	613	540	540	522	531	509	552	8,4 %
Élevage	294	262	221	249	394	416	438	435	379	437	15,3 %
CONSTRUCTION	12 228	12 711	12 245	14 249	16 807	19 357	17 963	17 143	17 324	17 649	1,9 %
Bâtiment	10 775	11 255	10 912	12 717	14 537	16 531	15 606	14 938	14 914	15 213	2,0 %
Immobilier	1 453	1 456	1 333	1 532	2 270	2 826	2 357	2 205	2 410	2 436	1,1 %
COMMERCE	11 501	11 953	11 403	11 839	12 822	13 832	13 138	13 449	13 506	13 939	3,2 %
Commerce & réparation de véhicules	1 683	1 594	1 490	1 518	1 639	1 774	1 654	1 904	2 072	2 094	1,1 %
Commerce de détail	5 976	6 479	6 276	6 726	7 542	8 195	7 903	8 188	8 152	8 523	4,6 %
Commerce interentreprises	3 842	3 880	3 637	3 595	3 641	3 863	3 581	3 357	3 282	3 322	1,2 %
INDUSTRIE	5 307	5 066	4 657	4 292	4 547	5 264	4 598	4 440	4 439	4 472	0,7 %
Industrie agroalimentaire	1 192	1 128	1 138	1 267	1 320	1 214	1 254	1 363	1 435	1 486	3,6 %
Industrie hors agroalimentaire	4 115	3 938	3 519	3 025	3 227	4 050	3 344	3 077	3 004	2 986	-0,6 %
INFORMATION & COMMUNICATION	1 521	1 588	1 405	1 393	1 487	1 659	1 593	1 524	1 544	1 577	2,1 %
Services informatiques & édition de logiciels	898	856	779	734	766	848	846	809	882	876	-0,7 %
Autres activités information & communication	623	732	626	659	721	811	747	715	662	701	5,9 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 953	2 003	1 609	1 451	1 697	2 026	1 939	1 783	1 953	1 937	-0,8 %
Transport routier de marchandises	1 504	1 564	1 195	1 069	1 282	1 550	1 474	1 363	1 484	1 458	-1,8 %
Autres activités de transport	449	439	414	382	415	476	465	420	469	479	2,1 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	254	283	226	251	304	413	352	389	395	386	-2,3 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	4 638	4 728	4 756	4 977	6 563	7 369	7 221	7 312	7 359	7 459	1,4 %
Activités scientifiques & techniques	2 237	2 296	2 267	2 369	3 128	3 717	3 611	3 675	3 766	3 863	2,6 %
Services administratifs aux entreprises	2 401	2 432	2 489	2 608	3 435	3 652	3 610	3 637	3 593	3 596	0,1 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 383	1 445	1 528	1 529	1 778	2 038	2 230	2 276	2 431	2 634	8,4 %
Activités de réparation	351	422	379	360	358	350	356	340	337	306	-9,2 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	686	732	803	859	1 038	1 230	1 324	1 335	1 536	1 737	13,1 %
Autres services à la personne	346	291	346	310	382	458	550	601	558	591	5,9 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	5 285	5 446	5 093	5 542	6 377	6 764	6 471	6 543	6 910	7 255	5,0 %
Hébergement	569	624	519	518	529	631	502	491	529	521	-1,5 %
Restauration	3 740	3 789	3 654	4 053	4 602	5 005	4 873	4 987	5 351	5 703	6,6 %
Débts de boissons	976	1 033	920	971	1 246	1 128	1 096	1 065	1 030	1 031	0,1 %
AUTRES ACTIVITÉS	2 863	2 763	2 915	3 164	2 577	2 373	2 608	2 968	2 794	2 899	3,8 %
Santé humaine & action sociale	270	281	597	792	751	671	750	925	845	839	-0,7 %
Activités récréatives	750	778	694	695	700	779	790	799	769	770	0,1 %
Enseignement	1 227	1 167	1 203	1 313	566	505	582	651	631	687	8,9 %
Autres activités	616	537	421	364	560	418	486	593	549	603	9,8 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468	2,8 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION DEPUIS 2004

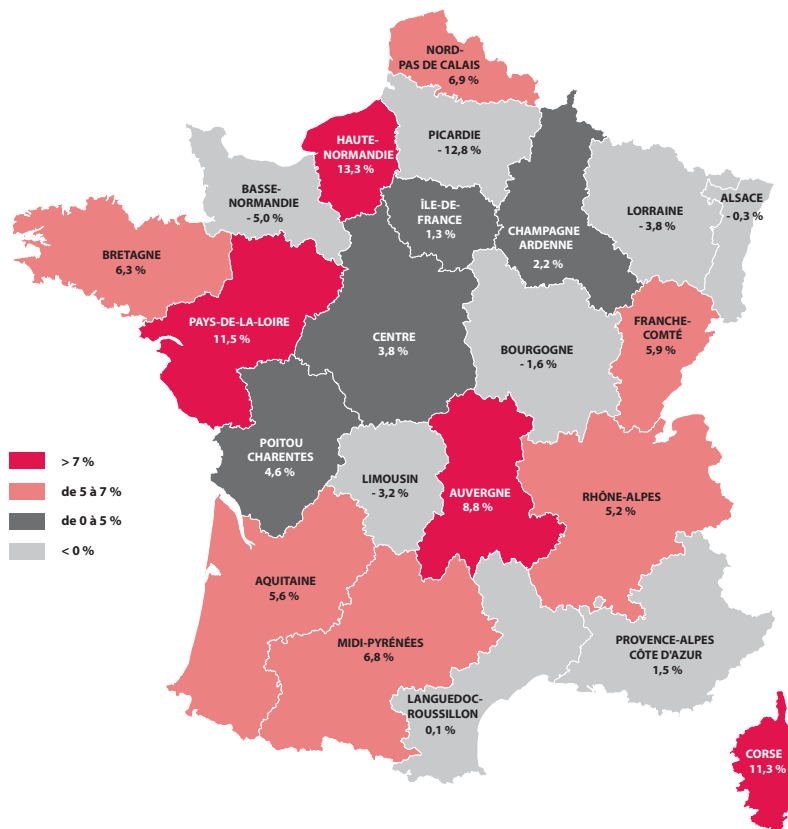
Régions	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
Alsace	1 243	1 254	1 280	1 337	1 427	1 858	1 561	1 652	1 602	1 597	-0,3 %
Aquitaine	2 505	2 544	2 545	2 675	3 229	3 351	3 178	3 145	3 210	3 390	5,6 %
Auvergne	798	812	681	723	849	935	846	822	929	1 011	8,8 %
Basse-Normandie	798	839	799	821	947	1 178	1 112	1 171	1 191	1 131	-5,0 %
Bourgogne	1 042	1 085	1 061	1 098	1 240	1 347	1 279	1 272	1 416	1 394	-1,6 %
Bretagne	1 699	1 652	1 740	2 001	2 325	2 752	2 507	2 640	2 558	2 719	6,3 %
Centre	1 586	1 646	1 550	1 715	1 914	2 097	2 005	2 154	2 194	2 277	3,8 %
Champagne-Ardenne	861	776	797	808	895	994	1 009	913	1 061	1 084	2,2 %
Corse	291	254	242	280	320	355	326	293	320	356	11,3 %
Franche-Comté	780	785	830	924	993	1 075	915	982	991	1 049	5,9 %
Haute-Normandie	1 004	959	933	941	1 130	1 288	1 354	1 340	1 367	1 549	13,3 %
Île-de-France	11 749	11 962	10 567	11 278	11 957	12 806	12 112	11 513	11 383	11 535	1,3 %
Languedoc-Roussillon	2 387	2 641	2 612	2 641	2 916	3 245	3 269	3 198	3 340	3 342	0,1 %
Limousin	532	498	522	510	666	721	624	680	696	674	-3,2 %
Lorraine	1 556	1 665	1 597	1 628	1 988	2 006	2 076	2 014	1 963	1 889	-3,8 %
Midi-Pyrénées	1 943	1 990	2 063	2 106	2 415	2 550	2 567	2 582	2 571	2 745	6,8 %
Nord-Pas-de-Calais	2 598	2 589	2 514	2 601	2 986	3 318	3 391	3 273	3 355	3 588	6,9 %
Pays-de-la-Loire	1 827	1 756	1 805	1 946	2 347	2 771	2 680	2 709	2 719	3 032	11,5 %
Picardie	1 106	1 040	1 001	1 030	1 168	1 327	1 382	1 525	1 706	1 487	-12,8 %
Poitou-Charentes	1 113	1 132	1 062	1 210	1 367	1 632	1 440	1 521	1 531	1 601	4,6 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	5 502	5 487	5 113	5 365	5 920	6 567	6 210	6 158	6 168	6 260	1,5 %
Rhône-Alpes	4 498	4 584	4 776	4 829	5 452	6 627	6 113	5 903	6 258	6 583	5,2 %
DOM et inconnue	924	1 345	1 001	1 383	1 711	1 513	1 340	1 558	1 251	1 175	-6,1 %
TOTAL	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	59 018	59 780	61 468	2,8 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE DEPUIS 20 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 1993 À DÉCEMBRE 2013)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION EN 2013

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2013
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES, DERNIER BILAN DISPONIBLE)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	OUVERTURE PROCÉDURE	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
MORY DUCROS	95	Île-de-France	4941A	Transports routiers de fret interurbains	2011	765,5	RJ	201311	5 305
FAGORBRANDT SAS	92	Île-de-France	2751Z	Fabrication d'appareils électroménagers	2001	647,5	RJ	201311	1 988
GAD SAS	29	Bretagne	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1988	446,8	RJ	201302	1 857
VIRGIN STORES	75	Île-de-France	4763Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé	1988	304,9	RJ	201301	1 216
CONTINENTALE NUTRITION	62	Nord-Pas-de-Calais	1092Z	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	1958	220,2	RJ	201305	966
OVERLAP	92	Île-de-France	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1992	148,9	RJ	201306	247
HUIS CLOS	76	Haute-Normandie	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	1990	146,5	RJ	201305	1 501
EUROPEENNE FOOD	94	Île-de-France	4617A	Centrales d'achat alimentaires	1988	116,6	RJ	201309	376
LFOUNDRY ROUSSET SAS	75	Île-de-France	2611Z	Fabrication de composants électroniques	2010	105,3	RJ	201306	792
GOSS INTERNATIONAL FRANCE	60	Picardie	2899A	Fabrication de machines d'imprimerie	2004	96,9	RJ	201304	486
MULTITEC	34	Languedoc-Roussillon	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	2002	86,9	LJ	201305	400
SPANGHERO SAS	11	Languedoc-Roussillon	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande	1972	78,9	LJ	201304	331
OXXO	71	Bourgogne	2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	1954	74,2	RJ	201302	435
BIJOUX GL	07	Rhône-Alpes	3212Z	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	1977	72,0	RJ	201302	594
ASTP FRANCE	92	Île-de-France	2593Z	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts	2010	61,2	RJ	201304	68

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2013
 (DONNÉES NON CONSOLIDÉES, DERNIER BILAN DISPONIBLE)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	OUVERTURE PROCÉDURE	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
LES DOMAINES JEEPER	51	Champagne-Ardenne	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	1999	58,9	RJ	201301	9
LEDUN PECHEURS D ISLANDE	76	Haute-Normandie	1020Z	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	1988	57,0	RJ	201306	338
PHONE AND PHONE	75	Île-de-France	4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers	2005	54,0	RJ	201311	52
QUINTON HAZELL FRANCE	59	Nord-Pas-de-Calais	4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	1997	50,9	RJ	201302	115
PARIS SERVICES VEHICULES INDUSTRIELS	77	Île-de-France	4519Z	Commerce d'autres véhicules automobiles	1995	50,9	RJ	201309	89

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
Total France	14 277	16 067	16 068	0,0%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
0 salarié ou inconnu	6 038	6 573	6 482	-1,4%
1 ou 2 salariés	4 036	4 747	4 837	1,9%
3 à 5 salariés	2 093	2 461	2 418	-1,7%
6 à 9 salariés	1 047	1 088	1 179	8,4%
10 à 19 salariés	675	743	722	-2,8%
20 à 49 salariés	272	337	319	-5,3%
50 à 99 salariés	72	76	70	-7,9%
100 salariés et plus	44	42	41	-2,4%
TOTAL FRANCE	14 277	16 067	16 068	0,0%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Âges	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
moins de 3 ans	3 895	4 222	4 006	-5,1%
3 à 5 ans	4 235	4 609	4 470	-3,0%
6 à 10 ans	2 795	3 399	3 555	4,6%
11 à 15 ans	1 239	1 432	1 509	5,4%
16 ans et plus	2 113	2 405	2 528	5,1%
TOTAL FRANCE	14 277	16 067	16 068	0,0%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Activités	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
AGRICULTURE	249	280	327	16,8 %
Chasse, pêche, forêt	49	62	55	-11,3 %
Culture	111	118	147	24,6 %
Élevage	89	100	125	25,0 %
CONSTRUCTION	4 142	4 717	4 582	-2,9 %
Bâtiment	3 597	3 986	3 931	-1,4 %
Immobilier	545	731	651	-10,9 %
COMMERCE	3 241	3 594	3 561	-0,9 %
Commerce & réparation de véhicules	482	595	567	-4,7 %
Commerce de détail	1 957	2 142	2 149	0,3 %
Commerce interentreprises	802	857	845	-1,4 %
INDUSTRIE	1 064	1 199	1 141	-4,8 %
Industrie agroalimentaire	331	385	396	2,9 %
Industrie hors agroalimentaire	733	814	745	-8,5 %
INFORMATION & COMMUNICATION	392	394	447	13,5 %
Services informatiques & édition de logiciels	210	233	270	15,9 %
Autres activités information & communication	182	161	177	9,9 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	459	514	555	8,0 %
Transport routier de marchandises	366	390	406	4,1 %
Autres activités de transport	93	124	149	20,2 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	106	107	115	7,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 764	1 956	1 976	1,0 %
Activités scientifiques & techniques	867	1 031	1 023	-0,8 %
Services administratifs aux entreprises	897	925	953	3,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	497	665	685	3,0 %
Activités de réparation	69	76	67	-11,8 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	320	436	455	4,4 %
Autres services à la personne	108	153	163	6,5 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 654	1 950	1 941	-0,5 %
Hébergement	126	143	137	-4,2 %
Restauration	1 280	1 504	1 544	2,7 %
Débits de boissons	248	303	260	-14,2 %
AUTRES ACTIVITÉS	709	691	738	6,8 %
Santé humaine & action sociale	215	207	222	7,2 %
Activités récréatives	192	185	192	3,8 %
Enseignement	167	163	180	10,4 %
Autres activités	135	136	144	5,9 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	14 277	16 067	16 068	0,0 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Régions	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
Alsace	383	440	379	- 13,9%
Aquitaine	707	831	919	10,6%
Auvergne	182	246	283	15,0%
Basse-Normandie	282	326	301	- 7,7%
Bourgogne	299	356	346	- 2,8%
Bretagne	653	722	752	4,2%
Centre	540	611	695	13,7%
Champagne-Ardenne	204	268	272	1,5%
Corse	93	100	91	- 9,0%
Franche-Comté	215	246	308	25,2%
Haute-Normandie	321	348	390	12,1%
Île-de-France	3 000	3 179	3 163	- 0,5%
Languedoc-Roussillon	827	969	842	- 13,1%
Limousin	158	187	194	3,7%
Lorraine	376	477	414	- 13,2%
Midi-Pyrénées	639	679	672	- 1,0%
Nord-Pas-de-Calais	763	857	869	1,4%
Pays-de-la-Loire	678	767	783	2,1%
Picardie	363	513	377	- 26,5%
Poitou-Charentes	377	473	413	- 12,7%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 536	1 566	1 655	5,7%
Rhône-Alpes	1 482	1 689	1 747	3,4%
DOM et inconnue	199	217	203	- 6,5%
TOTAL	14277	16067	16068	0,0%

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

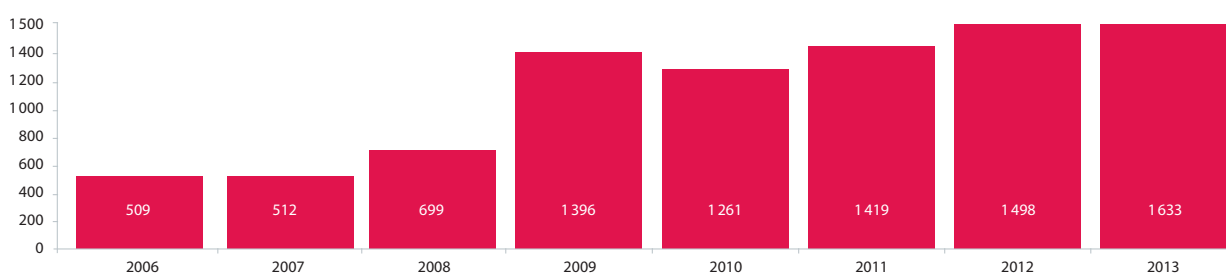
BILAN 2013

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - BILAN 2013

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nbre de sauvegardes	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	1 633
Évolution N-1	NA	0,6 %	36,5 %	99,7 %	-9,7 %	12,5 %	5,6 %	9,0 %

HISTOGRAMME DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006



STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE D'EFFECTIF DEPUIS 2006

Effectifs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
0 salarié ou inconnu	97	83	143	405	353	427	397	468	17,9%
1 ou 2 salariés	94	89	128	193	181	213	248	236	-4,8%
3 à 5 salariés	63	62	98	186	185	194	230	254	10,4%
6 à 9 salariés	65	66	75	165	145	185	198	220	11,1%
10 à 19 salariés	72	95	90	160	155	170	189	196	3,7%
20 à 49 salariés	59	70	104	171	146	132	156	165	5,8%
50 à 99 salariés	28	24	25	74	56	61	45	50	11,1%
100 salariés et plus	31	23	36	42	40	37	35	44	25,7%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	1 633	9,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2006

Activités	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
AGRICULTURE	20	26	18	41	40	44	36	46	27,8%
Chasse, pêche, forêt	2	1	1	2	1	5	2	2	0,0%
Culture	15	14	7	26	14	18	20	24	20,0%
Élevage	3	11	10	13	25	21	14	20	42,9%
CONSTRUCTION	42	70	108	241	221	262	307	319	3,9%
Bâtiment	34	48	60	143	143	165	175	178	1,7%
Immobilier	8	22	48	98	78	97	132	141	6,8%
COMMERCE	99	100	155	303	313	321	309	390	26,2%
Commerce & réparation de véhicules	19	7	20	27	59	44	62	57	-8,1%
Commerce de détail	54	48	85	161	172	186	178	241	35,4%
Commerce interentreprises	26	45	50	115	82	91	69	92	33,3%
INDUSTRIE	128	119	161	266	169	178	175	163	-6,9%
Industrie agroalimentaire	17	25	24	30	17	38	44	47	6,8%
Industrie hors agroalimentaire	111	94	137	236	152	140	131	116	-11,5%
INFORMATION & COMMUNICATION	18	16	11	53	28	34	46	40	-13,0%
Services informatiques & édition de logiciels	13	9	6	28	16	20	24	24	0,0%
Autres activités information & communication	5	7	5	25	12	14	22	16	-27,3%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	22	13	21	31	45	31	40	50	25,0%
Transport routier de marchandises	13	8	12	21	31	20	25	37	48,0%
Autres activités de transport	9	5	9	10	14	11	15	13	-13,3%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	13	19	23	36	42	35	-16,7%
SERVICES AUX ENTREPRISES	82	73	105	263	227	283	286	282	-1,4%
Activités scientifiques & techniques	41	29	44	109	100	106	105	100	-4,8%
Services administratifs aux entreprises	41	44	61	154	127	177	181	182	0,6%
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	9	9	22	25	37	35	42	20,0%
Activités de réparation	2	1	1	2	2	6	6	9	50,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	6	8	15	15	25	23	26	13,0%
Autres services à la personne	2	2	5	8	8	6	6	7	16,7%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	44	50	62	103	100	110	129	170	31,8%
Hébergement	15	10	17	18	34	39	26	39	50,0%
Restauration	23	33	35	68	54	60	92	121	31,5%
Débits de boissons	6	7	10	17	12	11	11	10	-9,1%
AUTRES ACTIVITÉS	38	29	36	54	70	83	93	96	3,2%
Santé humaine & action sociale	16	9	12	22	25	26	36	37	2,8%
Activités récréatives	3	3	10	12	22	26	19	19	0,0%
Enseignement	6	8	5	7	7	13	17	22	29,4%
Autres activités	13	9	9	13	16	18	21	18	-14,3%
TOTAL DES ACTIVITÉS	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	1 633	9,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE D'ÂGE DEPUIS 2006

Âges	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
moins de 3 ans	68	74	111	191	182	273	150	178	18,7%
3 à 5 ans	96	110	144	362	294	323	366	363	-0,8%
6 à 10 ans	94	96	140	269	299	247	332	395	19,0%
11 à 15 ans	77	79	91	169	141	194	193	220	14,0%
16 ans et plus	174	153	213	405	345	382	457	477	4,4%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	1 633	9,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2006

Chiffres d'Affaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
inconnu	162	173	237	421	389	493	525	544	3,6%
< 1,5 M€	201	198	262	604	559	613	674	718	6,5%
1,5 à 3 M€	59	53	81	127	105	117	113	157	38,9%
3 à 7,5 M€	35	45	60	123	96	116	92	118	28,3%
7,5 à 15 M€	23	20	28	71	53	46	49	61	24,5%
> 15 M€	29	23	31	50	41	34	45	35	-22,2%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	1 498	1 633	9,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2006

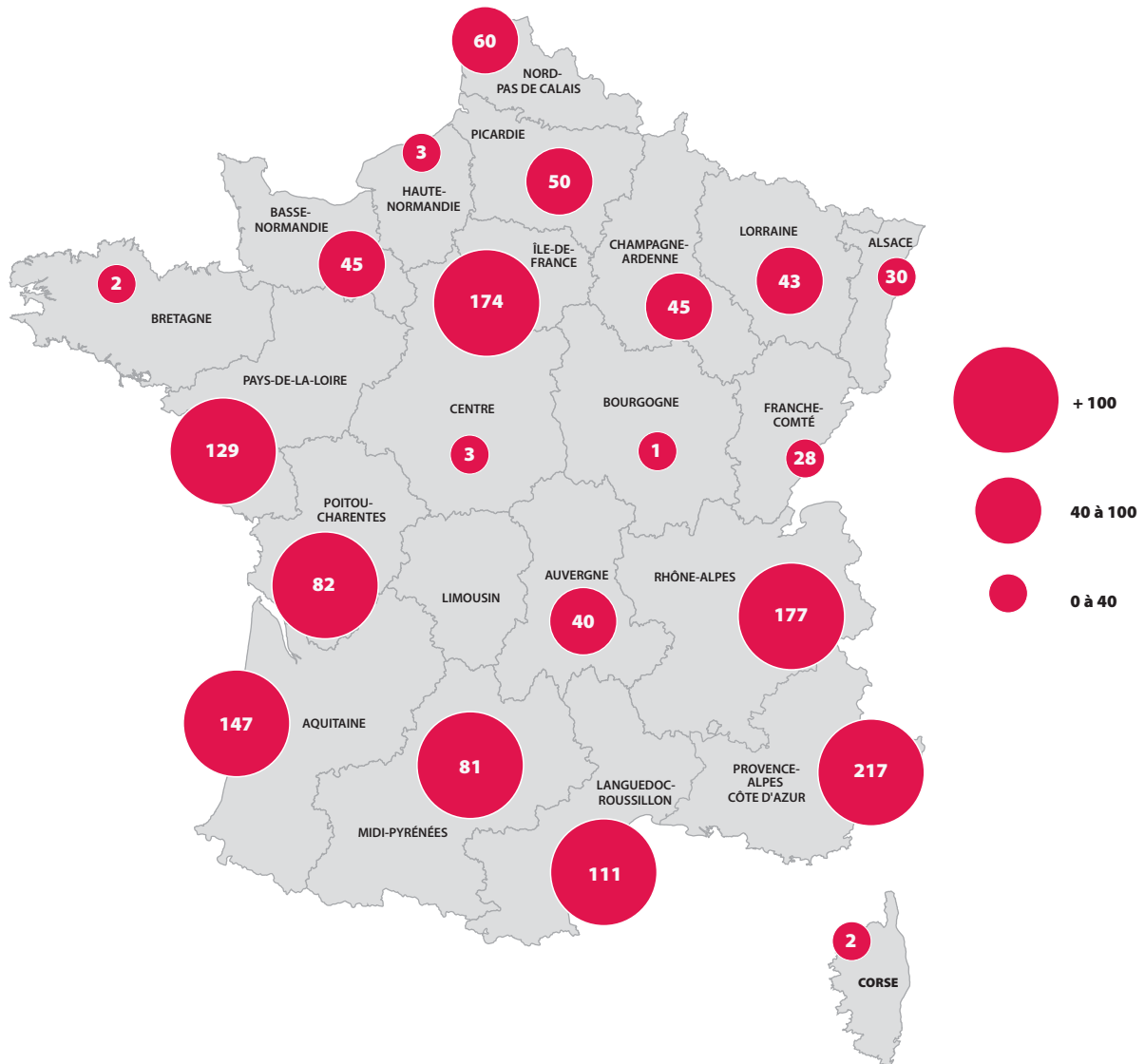
Catégories juridiques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
Entreprises Individuelles	58	59	63	148	115	130	130	120	-7,7%
Sociétés à Responsabilité limitée	240	269	383	777	740	806	847	952	12,4%
Sociétés anonymes ou SAS	172	153	208	374	314	346	378	385	1,9%
Autres	39	31	45	97	92	137	143	176	23,1%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	1 633	9,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION DEPUIS 2006

Régions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013 vs 2012
Alsace	12	8	7	23	21	31	28	30	7,1 %
Aquitaine	29	27	63	120	129	120	114	147	28,9 %
Auvergne	10	13	17	32	20	25	30	40	33,3 %
Basse-Normandie	18	26	25	60	39	59	38	45	18,4 %
Bourgogne	15	14	24	38	20	22	37	18	-51,4 %
Bretagne	22	23	18	33	39	31	36	21	-41,7 %
Centre	21	12	9	26	23	36	43	31	-27,9 %
Champagne-Ardenne	5	14	18	33	31	19	46	45	-2,2 %
Corse	2	4	1	-	4	1	1	2	100,0 %
Franche-Comté	21	12	11	20	10	16	20	28	40,0 %
Haute-Normandie	8	24	21	30	39	14	31	33	6,5 %
Île-de-France	44	41	65	176	132	163	129	174	34,9 %
Languedoc-Roussillon	21	23	36	49	66	84	78	111	42,3 %
Limousin	4	4	6	10	20	21	24	35	45,8 %
Lorraine	21	15	8	28	22	52	35	43	22,9 %
Midi-Pyrénées	12	24	27	66	64	79	88	81	-8,0 %
Nord-Pas-de-Calais	17	10	15	37	24	43	39	60	53,8 %
Pays-de-la-Loire	21	21	29	53	52	75	98	129	31,6 %
Picardie	11	10	30	48	33	40	69	50	-27,5 %
Poitou-Charentes	12	16	24	31	61	83	61	82	34,4 %
Provence-Alpes- Côte-d'Azur	78	68	92	182	161	174	192	217	13,0 %
Rhône-Alpes	87	100	139	262	185	172	189	177	-6,3 %
DOM et inconnue	18	3	14	39	66	59	72	34	-52,8 %
TOTAL	509	512	699	1396	1261	1419	1498	1633	9,0 %

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION EN 2013

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2013
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
VETSOCA	75	Île-de-France	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1987	116,5	201306	531
VALDUNES	59	Nord-Pas-de-Calais	3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1983	112,3	201310	527
SENDIN	91	Île-de-France	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1995	100,8	201306	165
DUFOUR YACHTS	17	Poitou-Charentes	3012Z	Construction de bateaux de plaisance	1989	93,1	201309	567
MULTITEC	34	Languedoc-Roussillon	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	2002	86,9	201303	400
SPANGHERO SAS	11	Languedoc-Roussillon	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande	1972	78,9	201302	331
FAST CONCEPT CAR	85	Pays de La Loire	4519Z	Commerce d'autres véhicules automobiles	1992	72,0	201304	176
YVAN BEAL	63	Auvergne	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	1900	60,4	201311	40
VILLENEUVE PET FOOD	47	Aquitaine	1092Z	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	1975	59,6	201305	164
PHONE AND PHONE	75	Île-de-France	4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers	2005	54,0	201305	52
SOC TRANSPORT ETOILE ROUTIERE PAYS LOIRE	72	Pays de La Loire	4941A	Transports routiers de fret interurbains	1971	46,0	201307	298
NODIMAT	52	Champagne-Ardenne	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	1989	42,2	201309	104
MC4	34	Languedoc-Roussillon	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	1981	36,2	201303	72
PLANET'FUN	17	Poitou-Charentes	3092Z	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	1997	32,5	201310	138
GRUPE RAYNAUD	14	Basse-Normandie	7010Z	Activités des sièges sociaux	1955	32,2	201304	142
COOP MARITIME ETAPLOISE ORGAN PRODUCTE	62	Nord-Pas-de-Calais	0311Z	Pêche en mer	1968	31,2	201304	106
CNCP BORDET	84	Provence Alpes Côte d'Azur	4669B	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	1973	24,6	201307	359

SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2013

(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
GRANDES ETAPES FRANCAISES	68	Alsace	5510Z	Hôtels et hébergement similaire	1957	24,0	201303	129
LABORATOIRES BIOETHIC	75	Île-de-France	4646Z	Commerce interentreprises de produits pharmaceutiques	2006	23,3	201302	16
3I PLUS	92	Île-de-France	7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1998	22,1	201301	2
HARMONY	43	Auvergne	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	1971	21,5	201301	109
ETABLISSEMENTS GASCHEAU	26	Rhône-Alpes	4221Z	Construction de réseaux pour fluides	1972	20,2	201311	48

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2013

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
Total France	381	381	417	9,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
0 salarié ou inconnu	96	103	121	17,5%
1 ou 2 salariés	57	69	59	-14,5%
3 à 5 salariés	53	61	70	14,8%
6 à 9 salariés	52	50	53	6,0%
10 à 19 salariés	50	41	56	36,6%
20 à 49 salariés	42	32	42	31,3%
50 à 99 salariés	23	15	7	-53,3%
100 salariés et plus	8	10	9	-10,0%
TOTAL FRANCE	381	381	417	9,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Âges	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
moins de 3 ans	71	41	50	22,0%
3 à 5 ans	73	94	96	2,1%
6 à 10 ans	58	88	102	15,9%
11 à 15 ans	60	44	51	15,9%
16 ans et plus	119	114	118	3,5%
TOTAL FRANCE	381	381	417	9,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Activités	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
AGRICULTURE	9	10	12	20,0 %
Chasse, pêche, forêt	2	1	1	0,0 %
Culture	6	3	6	100,0 %
Élevage	1	6	5	-16,7 %
CONSTRUCTION	66	83	80	-3,6 %
Bâtiment	47	53	43	-18,9 %
Immobilier	19	30	37	23,3 %
COMMERCE	95	82	103	25,6 %
Commerce & réparation de véhicules	10	17	14	-17,6 %
Commerce de détail	51	44	67	52,3 %
Commerce interentreprises	34	21	22	4,8 %
INDUSTRIE	47	45	46	2,2 %
Industrie agroalimentaire	11	14	11	-21,4 %
Industrie hors agroalimentaire	36	31	35	12,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	9	15	12	-20,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	4	8	7	-12,5 %
Autres activités information & communication	5	7	5	-28,6 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	10	5	7	40,0 %
Transport routier de marchandises	8	3	6	100,0 %
Autres activités de transport	2	2	1	-50,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	7	12	12	0,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	87	67	61	-9,0 %
Activités scientifiques & techniques	33	23	18	-21,7 %
Services administratifs aux entreprises	54	44	43	-2,3 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	6	10	10	0,0 %
Activités de réparation			2	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	7	7	0,0 %
Autres services à la personne	1	3	1	-66,7 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	26	32	47	46,9 %
Hébergement	9	9	13	44,4 %
Restauration	15	21	33	57,1 %
Débits de boissons	2	2	1	-50,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	19	20	27	35,0 %
Santé humaine & action sociale	7	4	8	100,0 %
Activités récréatives	2	5	6	20,0 %
Enseignement	7	2	7	250,0 %
Autres activités	3	9	6	-33,3 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	381	381	417	9,4 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2011, 2012 ET 2013

Régions	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	4 ^{ème} trimestre 2013	Évolution T4 2013/2012
Alsace	11	6	6	0,0%
Aquitaine	24	31	36	16,1%
Auvergne	9	5	9	80,0%
Basse-Normandie	14	7	10	42,9%
Bourgogne	7	5	3	-40,0%
Bretagne	7	12	7	-41,7%
Centre	14	15	5	-66,7%
Champagne-Ardenne	3	13	8	-38,5%
Corse		1		-
Franche-Comté	7	7	7	0,0%
Haute-Normandie	2	5	13	160,0%
Île-de-France	35	34	29	-14,7%
Languedoc-Roussillon	25	23	34	47,8%
Limousin	5	8	18	125,0%
Lorraine	13	11	4	-63,6%
Midi-Pyrénées	20	25	22	-12,0%
Nord-Pas-de-Calais	20	6	24	300,0%
Pays-de-la-Loire	17	19	32	68,4%
Picardie	13	17	17	0,0%
Poitou-Charentes	22	19	18	-5,3%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	53	60	64	6,7%
Rhône-Alpes	50	44	45	2,3%
DOM et inconnue	10	8	6	-25,0%
TOTAL	381	381	417	9,4%

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegardes d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiement, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plan de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99